



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Conférence des premiers ministres sur le déséquilibre fiscal

« STEPHEN HARPER A PRIS L'ENGAGEMENT FERME DE CORRIGER LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL. IL DOIT MAINTENANT RESPECTER SA PAROLE ET LIVRER LA MARCHANDISE. »

– Yvan Loubier

Ottawa, le mardi 25 juillet 2006 – À la veille de la rencontre des premiers ministres, les 26, 27 et 28 juillet à Terre-Neuve, portant sur le déséquilibre fiscal, le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances, et député de Saint-Hyacinthe–Bagot, **Yvan Loubier**, affirme que Stephen Harper doit, pour une fois, cesser d'hésiter, de renier sa parole et de tourner en rond autour de l'importante question de déséquilibre fiscal.

« Le Québec est confronté à un manque à gagner annuel qui oscille entre 3,9 et 4,5 milliards \$, dont 1,2 milliard \$ seulement pour l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux. Par ailleurs, bonifier la péréquation en prenant compte de la totalité des revenus de toutes les provinces devrait ajouter entre 2,1 et 2,8 milliards \$ de revenus au Québec, selon les sources disponibles », a indiqué d'entrée de jeu **Yvan Loubier**.

« Après son épouvantable gestion de la crise des ressortissants québécois et canadiens au Liban, au cours de laquelle il nous a encore une fois montré sa capacité de minimiser l'importance et l'urgence des situations, Stephen Harper doit maintenant, au contraire, montrer qu'il peut aboutir rapidement à des résultats et régler le déséquilibre fiscal », a ajouté **Yvan Loubier**.

Le porte-parole du Bloc Québécois rappelle qu'après avoir fait du règlement du déséquilibre fiscal sa principale promesse électorale aux Québécoises et aux Québécois, Stephen Harper a tenté d'en réduire l'importance et qu'il est même allé jusqu'à prétendre que son engagement électorale ne touchait que le financement de l'éducation postsecondaire et des infrastructures.

« Stephen Harper ne peut plus balayer le problème sous le tapis et faire comme s'il n'existait pas. Pour régler le déséquilibre fiscal comme il s'y est engagé à le faire, il devra, dans un premier temps, réduire les pressions financières que subissent le Québec et les provinces par la bonification de la péréquation et l'augmentation des transferts fédéraux, revoir également le partage de l'assiette fiscale entre le fédéral, le Québec et les provinces, et mettre fin au pouvoir de dépenser qu'Ottawa s'est octroyé au fil des ans », a affirmé **Yvan Loubier**.

Le député de Saint-Hyacinthe–Bagot précise que le déséquilibre fiscal n'est pas lié aux surplus fédéraux, comme le prétend Stephen Harper, mais qu'il tient au fait que le Québec et les provinces n'ont pas les revenus nécessaires pour assumer leurs responsabilités, alors qu'Ottawa dispose toujours d'une marge de manœuvre considérable.

Les surplus de 2005-2006 sont estimés à 12 milliards \$ et le Conseil de la fédération, s'appuyant sur une nouvelle étude du *Conference Board*, continue à prévoir des surplus importants pour l'avenir. Sans compter qu'Ottawa se prive de revenus, notamment en provenance des pétrolières et des paradis fiscaux.

Afin de mettre fin au déséquilibre fiscal, **Yvan Loubier** suggère au gouvernement Harper deux mesures qui rejoignent les recommandations du rapport Séguin, soit :

- pallier aux urgences en bonifiant la péréquation et en relevant les transferts pour l'éducation postsecondaire, les programmes sociaux et la santé, et en compensant le manque à gagner dû à l'abrogation de l'entente sur les garderies (soit entre 11,9 et 13,2 milliards \$ pour l'ensemble des provinces, dont entre 3,9 et 4,5 milliards \$ pour le Québec).
- se retirer de la TPS et céder ce champ de taxation de même qu'une partie de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers au gouvernement du Québec, à hauteur des sommes requises pour les transferts fédéraux une fois rehaussés (soit 36 milliards \$ pour l'ensemble des provinces, dont 8,8 milliards \$ pour le Québec).

« Le gouvernement fédéral n'a pas d'affaires à occuper des champs de taxation et d'imposition qui servent en partie ou en totalité à financer des services qui sont de compétences exclusives du Québec. C'est donc uniquement en cédant au Québec des sources de revenus autonomes, dont la valeur correspondra aux transferts fédéraux rehaussés, et en bonifiant la péréquation que le gouvernement Harper mettra fin au déséquilibre fiscal. Il va sans dire que le gouvernement fédéral devra également mettre fin à son pouvoir de dépenser », a expliqué **Yvan Loubier**.

« Des promesses électorales non tenues, le gouvernement Harper nous a habitués à cela. Du cafouillage dans les dossiers, que ce soit la crise au Liban, l'entente sur le bois d'œuvre ou la gestion de l'offre agricole, cela aussi, le gouvernement Harper nous y a habitué. Lors de la campagne électorale de janvier, Stephen Harper a pris l'engagement ferme de corriger le déséquilibre fiscal à partir de 2007. Peut-il, pour une fois, respecter sa parole et remplir correctement cet engagement ? C'est pourquoi nous lui présentons ici le seul moyen de mettre fin au déséquilibre fiscal qui affecte toujours le Québec dans un grand nombre de services et de secteurs d'activité », a conclu **Yvan Loubier**.

– 30 –

Renseignements : France Amyot, directrice des communications
Aile parlementaire du Bloc Québécois
Tél. : (613) 947-2495
www.blocquebécois.org